

Pharma Africa Meeting: le «made in Africa» à l'ordre du jour



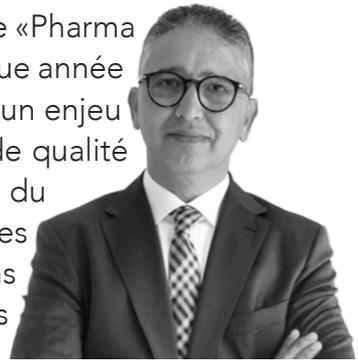
Pharmacien
Incroyable Talent

- ◆ Chronique
- ◆ Revue de presse
- ◆ Table ronde «mésusage»
- ◆ Dates à retenir

CHRONIQUE

Pharma Africa Meeting : Le «made in Africa» à l'ordre du jour Par Abderrahim Derraji, Docteur en pharmacie

La ville de Marrakech a abrité, le jeudi 6 février, le «Pharma Africa Meeting», un rendez-vous qui réunit chaque année les acteurs de la santé africaine pour discuter d'un enjeu crucial : l'accès à des médicaments et vaccins de qualité pour tous. Cette rencontre, qui a lieu en marge du Salon Officine Expo, traduit les ambitions et les défis d'un continent en quête de solutions durables pour améliorer la prise en charge de ses populations.



Ce conclave s'est imposé au fil des ans comme une plateforme de réflexion qui attire chaque année des experts, des professionnels de santé et des représentants institutionnels venus de tout le Continent pour échanger sur les solutions à apporter aux problématiques pharmaceutiques africaines. L'édition 2025 a mis en lumière les obstacles entravant l'accès aux traitements et les stratégies nécessaires pour assurer une distribution équitable et sécurisée.

Les différentes interventions ont mis en exergue la coopération entre les secteurs public et privé, indispensable pour améliorer l'offre pharmaceutique en Afrique. L'accès aux médicaments repose sur une production locale solide, une harmonisation des réglementations et une optimisation des chaînes d'approvisionnement.

Les initiatives internationales et les investissements dans l'industrialisation pharmaceutique africaine jouent un rôle fondamental. En renforçant les capacités locales, l'Afrique peut progressivement s'affranchir de sa dépendance aux importations et assurer une souveraineté sanitaire.

Cette rencontre a été marquée par des interventions engagées. Les experts ont rappelé que garantir un accès équitable aux

médicaments nécessite une approche globale : renforcement de la production locale, mise en place de politiques publiques cohérentes, financement adapté et surveillance rigoureuse de la qualité des produits mis sur le marché.

Au-delà des discours, l'heure est à l'action. L'Afrique a les ressources et l'expertise nécessaires pour relever ce défi. Il appartient aux gouvernements, aux industriels et aux organismes de santé de transformer ces engagements en réalités concrètes.

La tenue de cet événement à Marrakech illustre l'engagement du Maroc et de l'ensemble du Continent pour améliorer l'accès aux soins en Afrique. Elle souligne aussi l'importance de renforcer la coopération régionale et internationale pour garantir des traitements accessibles et de qualité pour tous.

Alors que les projecteurs s'éteignent sur cette édition du Pharma Africa Meeting, une certitude demeure : la santé en Afrique ne pourra progresser qu'à travers des initiatives communes, portées par une volonté politique forte et un engagement collectif. Le chemin est tracé, il ne reste plus qu'à le suivre...



Dr Maryam Bigdeli, Dr Amine Mensouri,
Dr Moumen Mahly, M^{me} Fatoumatou Sy.,
Dr Layla Laasel-Sentissi, M. Younes Hilali,
Dr Othmane Mellouk, Pr Jâafar Heikel,
et Dr Younes Belayachi

Pharma Africa Meeting en photos



Pr Jäafar Heikel et D' Othmane Mellouk



M. Younes Hilali



D' Amine Mensouri



D' Layla Laasel-Sentissi



D' Othmane Mellouk



M^{me} Fatoumatou Sy, D' Amine Mensouri et D' Maryam Bigdeli

Crédit : Easy Com



Pharmaciens en Suisse : déréglementation en vue, concurrence en ligne et inquiétudes !



À l'heure où les pharmacies de quartier disparaissent dans plusieurs pays sous l'effet de la baisse de rentabilité et de la concurrence du commerce en ligne, la Suisse s'apprête à affronter des défis similaires. Jusqu'à présent, son modèle réglementé et la forte valorisation du rôle des pharmaciens ont permis de préserver les officines de pharmacie, mais des réformes en cours pourraient bouleverser cet équilibre.

Les pharmacies suisses jouent un rôle clé dans le système de santé, fournissant conseils et traitements tout en allégeant la charge des médecins. Pourtant, elles font face à une pression croissante : augmentation des coûts (énergie, salaires), sous-effectif et manque de reconnaissance financière pour les services qu'elles offrent. Ailleurs, la tendance est alarmante : fermeture de pharmacies en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En Suisse, un assouplissement des restrictions est prévu pour les pharmacies en ligne, ce qui pourrait intensifier la concurrence. Jusqu'ici, des réglementations strictes (autorisations de Swissmedic, inspections cantonales, prescriptions obligatoires pour la vente en ligne de médicaments) ont freiné leur expansion. Contrairement à d'autres pays où le e-commerce pharmaceutique prospère (37 % des ventes aux États-Unis, 30 % en Chine), la Suisse reste en retrait avec seulement 7 % du marché.

Les pharmacies indépendantes, qui représentent encore deux tiers du secteur, cherchent à s'adapter en rejoignant des réseaux pour mutualiser les coûts et diversifier leurs services (vaccination, conseils diététiques, TROD). Toutefois, elles doivent aussi faire face aux pénuries croissantes de médicaments, qui compliquent l'exercice pharmaceutique et entraînent un manque à gagner non négligeable.

La pression financière s'accroît également sur le système de santé suisse, dont les coûts devraient atteindre 106 milliards CHF en 2026. Face à cette inflation, des réformes sont envisagées pour favoriser la vente en ligne et réduire les prix, notamment via la prescription électronique.



Enfin, les grandes enseignes, comme Galenica et Migros,

multiplient les rachats et investissent dans le digital, amorçant une consolidation du marché. Si la pharmacie de ville ne disparaît pas totalement, elle devra se réinventer en intégrant des services en ligne et en renforçant son rôle de premier recours en matière de santé.

Source : <https://www.swissinfo.ch>

États-Unis : Le secteur pharmaceutique face à l'incertitude politique

Les marchés boursiers ont connu une chute des actions des producteurs de vaccins à la suite des rumeurs de nomination de Robert F. Kennedy Jr. au poste de Secrétaire à la santé par Donald Trump. Kennedy, critique des vaccins, a semé l'incertitude dans l'industrie pharmaceutique, provoquant des pertes pour des entreprises comme Pfizer, Moderna et Sanofi.

Certains analystes estiment que sa nomination pourrait être bloquée par le Sénat, mais Trump pourrait contourner ce processus. Si Kennedy accède à ce poste, cela pourrait bouleverser les relations entre le gouvernement et l'industrie pharmaceutique, notamment en matière de publicité et de réglementation.

L'administration Trump pourrait représenter une menace pour le secteur pharmaceutique en raison de ses positions en faveur de la réduction des prix des médicaments, de la réforme des agences de régulation comme la FDA et d'une remise en question du pouvoir de «Big Pharma» sur les politiques de santé publique.

Cette volonté de réforme pourrait affaiblir l'influence des grands laboratoires et les contraindre à plus de transparence. L'industrie pourrait ainsi voir son modèle économique affecté et sa croissance freinée.

Les analystes redoutent que la nomination de Kennedy n'impacte la couverture vaccinale aux États-Unis, affectant indirectement les entreprises impliquées dans leur production et leur distribution. D'autres estiment que le secteur pharmaceutique pourrait être moins touché dans l'immédiat.

Robert F. Kennedy Jr., avocat et activiste, s'est fait connaître pour ses positions sceptiques sur les vaccins et le climat. Il a mené une campagne présidentielle en 2023 avant de soutenir Trump en 2024. Son influence sur la politique de santé publique pourrait remettre en cause la rentabilité des laboratoires pharmaceutiques et accentuer le débat sur la réforme du système de santé.

La loi de 1986 empêche pratiquement toute poursuite contre les fabricants de vaccins, confiant les litiges à un tribunal spécial. Renforcée en 2011, cette immunité protège les laboratoires contre les plaintes pour défauts de conception. Kennedy milite pour une révision de cette loi afin de limiter cette protection aux vaccins les plus essentiels.

Trump, bien qu'ayant encouragé la vaccination contre la Covid-19, s'est opposé à son obligation. Il n'a pas pris de position claire sur la remise en cause de l'immunité des fabricants de vaccins, ce qui laisse planer une incertitude sur l'évolution de la réglementation.

Le marché des vaccins représente une part importante du secteur pharmaceutique, les États-Unis s'accaparent environ la moitié des ventes mondiales. Cependant, cette domination est en léger déclin, avec une répartition accrue des ventes entre l'Europe, l'Asie et d'autres marchés émergents.

L'industrie pharmaceutique, en particulier le segment des vaccins, traverse une période d'incertitude face aux changements politiques à venir. Entre pressions réglementaires, remises en question des modèles économiques et préoccupations autour de la vaccination, le secteur pourrait être contraint de s'adapter à un nouveau paradigme.

Source : lesaffaires.com

Les CDC ne partagent plus de données avec l'OMS!

Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, les États-Unis ont cessé de transmettre des informations à l'OMS sur la propagation de la grippe aviaire. Cette rupture fait suite à la



D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus

décision du président de retirer son pays de l'organisation. L'OMS, par la voix de son directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'inquiète des conséquences sanitaires mondiales d'un tel isolement.

Les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ne partagent plus de données avec l'OMS depuis le 24 janvier, malgré la progression du virus H5N1 qui touche désormais les vaches laitières. Les experts redoutent une mutation du virus pouvant conduire à une pandémie humaine.

Maria Van Kerkhove, responsable de la prévention des pandémies à l'OMS, a confirmé que les États-Unis disposent de solides capacités de surveillance, mais regrette l'absence d'échanges directs. Bien que les signalements officiels continuent via le Règlement sanitaire international, la communication quotidienne avec l'OMS a été interrompue.

Par ailleurs, la volonté de Donald Trump de réduire les dépenses fédérales inquiète les spécialistes, qui craignent un affaiblissement des systèmes de surveillance sanitaire aux États-Unis.

Source : <https://ici.radio-canada.ca>

MÉSUSAGE

des médicaments et compléments alimentaires : un enjeu de santé publique en Afrique

Par Abderrahim Derraji, Docteur en pharmacie



Le Salon Officine Expo, qui s'est tenu les 7 et 8 février à Marrakech, a accueilli une table ronde consacrée au problème du mésusage des médicaments et des compléments alimentaires en Afrique. Cette question constitue un enjeu majeur de santé publique qui s'explique essentiellement par l'automédication, l'utilisation de médicaments contrefaits et le non-respect des prescriptions médicales.

Les experts présents ont identifié plusieurs causes principales du mésusage des médicaments en Afrique. L'accès limité aux soins de santé oblige de nombreuses populations à se tourner vers l'automédication. Le faible revenu des populations et l'inaccessibilité aux consultations médicales et aux traitements favorisent l'achat de médicaments moins chers sur les marchés informels. Par ailleurs, le manque de sensibilisation et d'informations sur les risques associés à l'usage inapproprié des médicaments aggrave la situation. Enfin, la prolifération de médicaments falsifiés, due à des systèmes de régulation fragiles, constitue une menace supplémentaire pour la santé publique.

Certains types de médicaments sont particulièrement concernés par le mésusage. Les antibiotiques sont souvent pris sans prescription, favorisant le développement de résistances bactériennes. Les anti-paludiques, lorsqu'ils sont mal administrés, compromettent l'efficacité des traitements contre le paludisme. Les antirétroviraux, essentiels dans la lutte contre le VIH, deviennent inefficaces si les patients ne respectent pas scrupuleusement leur schéma thérapeutique. Les analgésiques et anti-inflammatoires, quant à eux, sont souvent surconsommés, entraînant des effets secondaires indésirables.

Le Dr Houda Sefiani, directrice du Centre antipoison et de pharma-covigilance du Maroc, a insisté sur l'importance de la pharmacovigilance, un dispositif essentiel pour surveiller l'utilisation des médicaments et des autres produits de santé. Elle a rappelé que plusieurs formes de mésusage existent : l'utilisation intentionnelle d'un médicament en dehors des recommandations médicales, les erreurs médicamenteuses involontaires lors de la prescription, de la dispensation

ou de l'administration, ainsi que l'usage hors AMM (Autorisation de mise sur le marché).



Les données de la pharmacovigilance du Royaume indiquent que ces pratiques entraînent des effets indésirables significatifs. Le Centre antipoison et de pharmacovigilance du Maroc (CAPM) a notamment relevé plusieurs alertes graves, parmi lesquelles l'abus de corticoïdes hors indication autorisée causant des complications sérieuses, l'usage de compléments alimentaires contenant des substances actives provoquant des interactions médicamenteuses dangereuses, et des erreurs médicamenteuses dues à des confusions de posologie ou d'étiquetage. Avec plus de 6 572 cas notifiés au CAPM, il devient urgent de renforcer les stratégies de prévention et de surveillance. Sensibiliser les professionnels de santé et le public, tout en renforçant la régulation, constitue une priorité.

Le Dr Abouali Fatima, présidente de l'Agence marocaine antidopage (AMAD), a mis en lumière le problème du dopage au Maroc. Longtemps limité aux sportifs de haut niveau, ce phénomène s'est étendu aux amateurs. Les substances les plus consommées incluent les stéroïdes anabolisants, les hormones de croissance et divers stimulants, souvent obtenus via des circuits illégaux. Ces pratiques entraînent des risques majeurs tels que des complications cardiovasculaires, des troubles hépatiques et des effets psychologiques graves. Pour contrer cette menace, le Maroc a adopté une approche multidimensionnelle incluant un renforcement du cadre législatif, la mise en place de l'AMAD et des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir une pratique sportive éthique. Malgré ces efforts, des défis persistent, notamment la prolifération du marché noir des substances dopantes et le manque d'information sur les risques liés à leur consommation.

Le Dr Molka Elmoudir, vice-présidente du Syndicat national des pharmaciens d'officine de Tunisie (SPOT), a présenté un état des lieux du mésusage dans son pays. L'automédication, l'usage excessif de compléments alimentaires et l'achat en ligne de produits non contrôlés constituent des menaces sanitaires importantes. Ces pratiques sont amplifiées par l'absence de réglementation stricte sur les compléments alimentaires et la multiplication des plateformes de vente illégales en ligne. Face à cette situation, cette pharmacienne titulaire à Tunis recommande de renforcer les campagnes de sensibilisation et d'encadrer la distribution des médicaments et compléments alimentaires.

Le Dr Prosper Hiag, vice-président de la Fédération Internationale Pharmaceutique (FIP), a, quant à lui, partagé les recommandations de son

organisation pour limiter le mésusage des médicaments et compléments alimentaires. Ces recommandations incluent le renforcement des cadres réglementaires, le développement de plateformes de vente certifiées et la sensibilisation des patients et des professionnels de santé aux risques. Une étude mondiale de la FIP montre que 51 % des pays ne disposent pas de réglementation sur la vente en ligne de médicaments, favorisant ainsi la prolifération des marchés illégaux.

Le Dr Pierre Poitou, pharmacien, pharmacologue et membre de l'Académie nationale de pharmacie (France), a axé sa présentation sur le mésusage en Europe, continent où cette problématique constitue également un défi de taille pour la santé publique. La prise inappropriée de médicaments, l'automédication et les usages détournés touchent particulièrement certaines classes thérapeutiques, comme les psychotropes, les opioïdes et les antibiotiques. Ce phénomène entraîne des conséquences graves, avec 10 000 décès et 200 000 hospitalisations par an en France. Malgré une réglementation stricte encadrant la mise sur le marché, la distribution et la pharmacovigilance des médicaments, ces mesures restent insuffisantes. Une meilleure formation et information des professionnels et du public sont nécessaires, et les organismes professionnels ont un rôle clé à jouer. Quant aux compléments alimentaires, leur contrôle est moins strict, bien qu'un encadrement des allégations publicitaires existe.

Les représentants d'une dizaine de pays africains ont également brossé un tableau de la situation dans leur pays, où le mésusage des médicaments et des compléments alimentaires est une problématique complexe nécessitant une action concertée entre les gouvernements, les professionnels de santé et les citoyens. Une régulation stricte, une amélioration de l'accès aux soins et une sensibilisation accrue sont essentielles pour réduire les risques associés à ces pratiques et garantir un usage plus sécurisé des produits de santé.



Moderateur et intervenants de la table ronde : «Le mésusage des médicaments et des compléments alimentaires : États des lieux et cas pratiques en situation d'automédication, polymédication et vente sur le web»

Pharmacien Incroyable Talent

Officine Expo - Marrakech 8 février 2025



Cet événement unique met en lumière des parcours inspirants qui illustrent la diversité des compétences et des passions des pharmaciens marocains.

Cette année, quatre pharmaciennes se sont distinguées dans des domaines dépassant largement les frontières de la pharmacie.

Le jury, composé du D^r Rajaa Chbani et du D^r Hassan Benjelloun, a attribué les prix suivants :



D^r Rajaa Chbani
et D^r Hassan Benjelloun

🏆 1^{er} Prix – D^r Nouzha Skalli : Militantisme et abnégation

Militante d'exception, elle a consacré sa vie à défendre les droits des femmes et à promouvoir une société plus juste et égalitaire. Présidente du Think Tank Awal Houriates et ancienne ministre du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité, elle incarne un engagement profond pour la solidarité et l'émancipation des femmes.



D^r Nouzha Skalli

🎨 2^e Prix – D^r Meriem Tazi Créativité et passion au service de l'art

Pharmacienne et véritable artiste dans l'âme, elle est designer de mode et fondatrice de la marque MIMISSA. Alliant élégance et originalité, elle fait rayonner son talent bien au-delà du secteur pharmaceutique. Par ailleurs, elle organise des événements de tango au Maroc, un art qu'elle promeut avec passion, créant ainsi un pont entre la mode, la danse et la culture.



D^r Meriem Tazi

🗣️ 3^e Prix – D^r Hajar Bouali : L'art du débat et de l'éloquence

Jeune pharmacienne visionnaire, elle a fondé en 2019 «The Great Debaters FMPC» à la Faculté de médecine et de pharmacie. Ce club est devenu un véritable incubateur de talents, offrant aux étudiants un espace d'échange et de débat qui renforce leur éloquence et leur assurance.



D^r Hajar Bouali

Aujourd'hui, affilié à The Great Debaters Morocco, son impact dépasse largement le cadre académique.

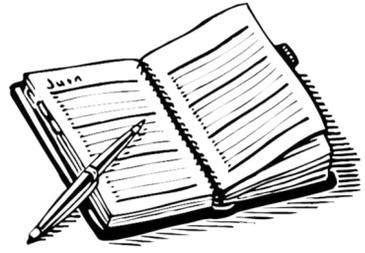
🏆 **4^e Prix – Dr Mounia Laghrari : Excellence littéraire**

Écrivaine accomplie, elle enrichit les esprits et touche les cœurs à travers ses œuvres captivantes. Son talent illustre parfaitement la capacité des pharmaciens à exceller également dans les arts et les lettres, prouvant que la passion pour l'écriture peut coexister harmonieusement avec la rigueur scientifique.



**Maître
de cérémonie :
Dr Amina Tahiri**

DATES À RETENIR



8 et 9 mars 2025

+Pharmagora Plus

8-9 mars 2025 • Paris, Porte de Versailles

Le Futur de la Pharmacie

11 et 12 avril 2025

Le 13^{ème} CONGRÈS DE PHARMACOVIGILANCE 11 - 12 Avril 2025

École Nationale de Santé Publique -Rabat

9 et 10 mai 2025

11^{ème} Édition du Salon International
de la Parapharmacie, du Paramédical
et du Bien être.



17 mai 2025



JPIC 2025



25^e JOURNÉE PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONALE DE CASABLANCA

La pharmacie au Maroc
vers un modèle innovant et durable

SAMEDI 17 MAI 2025

HYATT REGENCY CASABLANCA

31 aout au 3 septembre 2025



COPENHAGEN 2025
FIP WORLD CONGRESS
31 August - 3 September



Cliquez ici
pour en savoir plus



**24^e ÉDITION FORUM
PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL
FPI.TUNIS.2025**

30 AVRIL & 1/2 MAI 2025

**L'APPORT DE L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE DANS LE SECTEUR
PHARMACEUTIQUE**



JOIN US



www.fpitunis2025.com



fpitunis2025@cnopt.com

